

# «Des paroles racistes qui fragilisent notre travail»

Les militants qui défendent les gens du voyage sont très en colère face aux propos du gouvernement et aux mesures annoncées.



Jean-Luc Lassoudière, Jessica Barc et Francis Groux (de gauche à droite), militants du «dialogue» sont «écœurés» par les mesures annoncées par le président de la République.

Photo Romain Perrocheau

Frédéric BERG  
fberg@charentelibre.fr

**D**ela colère. Les propos du président de la République après les événements de Saint-Aignan (Loir-et-Cher), la réunion de mercredi à l'Élysée, la batterie de mesures répressives qui résument d'autant plus fort au cœur d'un été indolent. Les associations charentaises qui travaillent au quotidien avec les gens du voyage sont «écœurées» parce qu'elles considèrent comme «une stigmatisation scandaleuse». Plusieurs membres de la communauté ont également voulu prendre la parole pour dire cette même «colère».

Ils sont venus à six. Jules, Serge et Jason, trois voyageurs qui précisent qu'ils parlent en leur nom «sans représenter la communauté». Francis Groux, vice-président du centre social des Alliers à Angoulême, depuis quarante ans aux côtés des voyageurs, Jean-Luc Lassoudière, président de l'association pour l'accompagnement des gens du voyage en Nord-Charente (AAGVNC) qui gère le centre social «Le Chemin du hérisson», lui aussi combattant infatigable, Jessica Barc, directrice du centre social.

## «Ces paroles vont rester»

De la colère. C'est le mot que retiennent Jules, Serge et Jason pour relayer ce que pensent leur famille, leurs amis. «On ne comprend pas bien pourquoi Sarkozy amplifie ce qui s'est passé et mélangé tout le monde dans le même sac», résume Jules.

## Amirshahi (PS): «Un fait divers transformé en affaire d'État»

«Brice Hortefeux crée l'amalgame et cultive la xénophobie. Il établit une distinction entre ceux qui seraient acceptables d'un côté et ceux qu'il faudrait rejeter de l'autre. Quand il faudrait être inclusif et appliquer normalement le régime du droit commun qui existe déjà pour tous les étrangers, le ministre de l'Intérieur impose une politique blessante.» C'est notamment ce que déclare Pouria Amirshahi hier dans une interview sur

«C'est un peu comme si notre travail de plusieurs années était mis à néant par une position officielle», s'insurge Francis Groux qui s'inquiète de l'impact des propos de Nicolas Sarkozy et de Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur. «C'est affreux. Ces paroles vont rester, s'imprimer dans l'esprit de certaines personnes. Ce sont des positions racistes qui fragilisent notre travail au quotidien et la confiance que nous font les gens du voyage.» Jean-Luc Lassoudière appuie: «Il y a aussi un amalgame grave entre les Roms et les gens du voyage. Les premiers sont originaires des pays de l'Est, les seconds sont français à part entière. On cherche des boucs émissaires, on s'arrête sur un fait divers sans faire la part des choses.»

## «Regards de méfiance»

Les centres sociaux – il en existe également un à Cognac – accompagnent les gens du voyage dans de nombreux domaines: logements, scolarité, accès au travail, loisirs... La délinquance, mise en exergue au niveau national est, selon les militants associatifs, un «sujet mineur». «La plupart des voyageurs charentais sont intégrés, Le plus souvent ils sont sédentarisés, travaillent et tout se passe très bien là où ils vivent.» Jean-Luc Lassoudière reconnaît «certaines difficultés». «Il y en a parfois comme dernièrement à Coulonges. Mais c'est souvent lié à un manque de communication, à une absence de dialogue.» «On est dans un rapport de force inégal. Quand on doit régler un dossier sensible, on sent le poids des idées

reçues», souligne Jessica Barc. Jules, installé à Angoulême, dit ressentir quotidiennement des «regards de méfiance». «On vit avec mais c'est usant.»

Francis Groux s'interroge sur les «intentions de l'État». «Il faudrait déjà appliquer la loi sur les aires d'accueil avant de parler de campements illicites. Il faudrait reconnaître les droits des voyageurs avant de les stigmatiser. On a des exemples tous les jours, y compris en Charente: des terrains en travaux sans solution de remplacement, des refus d'inscription sur les listes électorales, refus d'inscrire des enfants à l'école, refus d'accueil dans certaines communes, refus de dossiers d'achat de terrain. Beaucoup de refus et peu de solutions.»

»  
Il y a parfois des difficultés comme dernièrement à Coulonges. Mais c'est souvent lié à une absence de dialogue.

Pour ces partisans du dialogue, les mesures annoncées par le gouvernement «doivent être combattues». «On doit faire tout le contraire, s'enrichir de nos différences et surtout ne pas s'opposer», plaide Jean-Luc Lassoudière. Francis Groux estime qu'il y a deux combats prioritaires: «La suppression du livret de circulation encore imposé à certains voyageurs et la reconnaissance de la caravane comme un logement. Deux mesures simples qui feraient beaucoup avancer les choses.»

Les associations espèrent «une réaction forte de [leur] réseau». «Il y a peut-être du positif dans tout ça. Des voyageurs ont pris la parole, ont décidé de se faire entendre. Le plus important aujourd'hui, c'est d'aller dans le bon sens, de ne surtout pas aller vers la colère.» Pour Serge et ses deux amis: «C'est simple, on veut une place, être considérés comme tout le monde.»